



Place Gabriel péri
94600 Choisy-le-Roi
www.choisyleroi.fr
01.48.92.44.44

Procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du Mercredi 13 novembre 2019

Le treize novembre deux mille dix-neuf à dix-neuf heures trente, le Conseil municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué le 5 novembre 2019, s'est réuni Salle du Conseil municipal, Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Didier GUILLAUME, Maire.

Étaient présents :

MM. et Mmes GUILLAUME Didier, DIGUET Patrice, BRAHIMI Nadia [à partir de 20 h], DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, MASSÉ Élodie, ARNAUD Anne Marie, LUC Nadine, JUHEL Françoise, ROCHE Gabriel, BENKAHLA Malika, TISLER Frédéric, HERVY Patrick, BOIVIN Bernard, GUINERY Annick, MORO Christiane, ATHÉA Bernard, DUPUY Gilles, GRASSET-PRIAN Chantal [à partir de 20 h 15], ZIEGELMEYER Laurent, BELLIER Carole, LÉONCE Vanessa, GAUSSENT François, DITOPE LINDOUME Émilienne, ALIROL Béatrice, PANETTA Tonino, COELHO Vasco, BERCIER Corinne, OSTERMEYER Sushma, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine.

Étaient représentés :

M^{me} BRAHIMI Nadia mandat à M. ROCHE Gabriel [jusqu'à 20 h]
M. ID ELOUALI Ali mandat à M^{me} GUINERY Annick
M. ENNAOURA Hafid mandat à M^{me} BENKHALA Malika
M^{me} LEROY Sylvie mandat à M^{me} JUHEL Françoise
M^{me} RIFFAUD Isabelle mandat à M. BOIVIN Bernard
M. MELLY Laurent mandat à M. DIGUET Patrice
M. AIT IDIR Jamil mandat à M^{me} ARNAUD Anne-Marie
M. THIAM Moustapha mandat à M. DRUART Frédéric
M^{me} BARON Monique mandat à M^{me} BERCIER Corinne.

Étaient absents :

M^{me} Chantal GRASSET-PRIAN [jusqu'à 20 h 15], M^{me} Anne-Laure JULLIAN, M. Jean-Marc BRIENNON, M^{me} Malika SALIM, M. Yves PERYAGH.

Secrétaire de séance : M^{me} Vanessa LÉONCE

Sommaire

→ Désignation du secrétaire de séance	4
→ Appel	4
→ Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 26 juin 2019	4
RESSOURCES HUMAINES	4
→ 1. Modification des effectifs du personnel municipal.....	4
SPORT	5
→ 2. Répartition du solde des subventions aux associations sportives – année 2019.....	5
→ 3. Répartition de la subvention aux sportifs de haut niveau – année 2019	5
→ 4. Répartition de la subvention « écoles des clubs » - année 2019	5
VIE INTERNATIONALE	5
→ 5. Un marché pour Tringa-Mali : approbation de la convention opérationnelle entre le pS-Eau (volet assainissement), la Fondation SADEV 94 94 et la commune.....	5
→ 6. Un marché pour Tringa – Mali : approbation de la subvention à la Fondation SADEV 94 94 6	
ENFANCE	7
→ 7. Fixation des tarifs de location des centres de vacances du 1er janvier au 31 décembre 2020	7
DÉVELOPPEMENT LOCAL CITOYENNETÉ	7
→ 8. Avis sur le bilan annuel 2018 du contrat de ville de l'Établissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre	7
→ 9. Approbation du protocole d'engagements renforcés et réciproques du contrat de ville avec l'Établissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre	8
→ 10. Répartition de la subvention aux associations locales pour la location d'un transport collectif – 5 ^e versement.....	9
HABITAT	9
→ 11. Approbation du transfert des garanties d'emprunts à LOGISTART, société absorbante, dans le cadre de la fusion du bailleur LOGIREP avec LOGISTART	9
URBANISME	9
→ 12. Acquisition du 13 voie des roses au prix de 236 000 €.....	9
→ 13. Acquisition du 128 quai de Choisy au prix de 645 000€.....	10
FINANCES	12
→ 14. Modification des modalités de versement des indemnités de responsabilité allouées aux régisseurs et suppléants communaux	12
→ 15. Avis sur la demande de remise gracieuse du régisseur de l'espace Langevin	13
ADMINISTRATION GÉNÉRALE	14

→ 16. Rapport d'activité 2018 de l'Établissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre	14
→ 17. Compte-rendu des décisions L-2122-22 du Code général des Collectivités territoriales	16
→ 18. Vœu présenté par les élu.e.s des groupes Communiste, Républicain et Citoyen ; Socialistes et Républicains ; Écologistes et Citoyens ; Pour une Écologie Solidaire pour un Référendum D'initiative Partagée (RIP) sur la privatisation d'Aéroports de Paris (ADP) et pour assurer le droit à l'information des citoyens.....	16
→ 19. Vœu présenté par les élu.e.s des groupes Communiste, Républicain et Citoyen ; Socialistes et Républicains ; Écologistes et Citoyens ; Pour une Écologie Solidaire pour exprimer la solidarité avec les peuples de Turquie et du Kurdistan syrien	18
→ 20. Vœu présenté par les élu.e.s des groupes Communiste, Républicain et Citoyen ; Socialistes et Républicains ; Écologistes et Citoyens ; Pour une Écologie Solidaire pour le maintien du train Perpignan - Rungis.....	19

La séance est ouverte à 19 h 38 sous la présidence de M. Didier GUILLAUME, Maire de Choisy-le-Roi.

M. le Maire : Mesdames, Messieurs, vous avez été convoqués dans les formes légales en séance du Conseil municipal et conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales nous avons à désigner un ou une secrétaire de séance.

→ **Désignation du secrétaire de séance**

M. le Maire : Je vous propose que ce soit Vanessa Léonce qui assume cette responsabilité.

(M^{me} Vanessa Léonce est désignée à l'unanimité secrétaire de séance.)

→ **Appel**

M. le Maire : Sans plus attendre, je passe la parole à Madame Leclère, Directrice générale des services, pour procéder à l'appel nominal.

(M^{me} Anne-Sophie Leclère procède à l'appel.)

→ **Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 26 juin 2019**

M. le Maire : Merci, Madame Leclère. Vous avez reçu les uns et les autres avec cette convocation le procès-verbal de la séance du 25 septembre dernier avec la convocation de ce jour. Y a-t-il des observations concernant ce procès-verbal ? Je n'en vois pas nous l'adoptons je vous remercie.

Vous avez reçu l'ordre du jour de ce Conseil. Je vous signale une modification, qui a été évoquée lors de la Conférence des Présidents, à savoir une modification des subventions aux associations locales concernant la location de transports collectifs. Une association a été rajoutée, Petite Main Tendue. Vous le verrez dans la délibération. De plus, vous trouverez sur table trois vœux qui ont été déposés et qui avaient été, eux aussi, présentés à la Conférence des Présidents. Je pense qu'il n'y a pas d'observations sur cet ordre du jour et nous allons pouvoir l'aborder ensemble avec la première délibération. Nous avons un Conseil municipal avec 17 délibérations et trois vœux donc un Conseil municipal assez restreint qui devrait faire en sorte que nous battions tous les records pour pouvoir rentrer chez nous ce soir de bonne heure.

RESSOURCES HUMAINES

→ **1. Modification des effectifs du personnel municipal**

M. le Maire : Il s'agit d'une délibération habituelle. Je ne pense pas qu'il y ait d'observations. Je sou mets aux voix.

La délibération n° 1 est adoptée à l'unanimité.

SPORT

→ 2. Répartition du solde des subventions aux associations sportives – année 2019

M. le Maire : Cette répartition a été vue en commission. Madame la Présidente.

M^{me} Arnaud : La commission s'est réunie le 6 novembre. Trois propositions de délibérations ont été présentées. Elles concernaient toutes des propositions de répartition de subventions et ont toutes les trois recueilli l'unanimité des membres de la commission après discussion sur des points de calcul.

M. le Maire : Merci, Madame la Présidente.

La délibération n° 2 est adoptée à l'unanimité.

→ 3. Répartition de la subvention aux sportifs de haut niveau – année 2019

M. le Maire : Cette répartition concerne une subvention pour les sportifs de haut niveau. Y a-t-il des remarques ? Je ne vois pas de demande de prise de parole.

La délibération n° 3 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : Permettez-moi, encore une fois, de mentionner de manière spécifique notre club de cyclisme, le club cycliste Team 94 qui encore ce week-end sur les pistes a fait un certain nombre de podiums, une première place et deux troisièmes places. Je serais heureux lors des vœux en janvier d'honorer une des membres du club qui a été cet été championne du monde junior. Félicitations à ce club qui prépare des athlètes pour les Jeux olympiques de 2024, notamment.

→ 4. Répartition de la subvention « écoles des clubs » - année 2019

M. le Maire : Y a-t-il des remarques ? Je n'en vois pas.

La délibération n° 4 est adoptée à l'unanimité.

VIE INTERNATIONALE

→ 5. Un marché pour Tringa-Mali : approbation de la convention opérationnelle entre le pS-Eau (volet assainissement), la Fondation SADEV 94 et la commune

M. le Maire : Comme vous le savez, cette convention avait été reportée lors du précédent Conseil, car nous avons des problèmes administratifs de gestion de cette convention opérationnelle. Sur cette convention tripartite, Monsieur Ziegelmeyer, quelques éléments d'explication avant le vote.

M. Ziegelmeyer : Chers collègues, bonsoir. Quelques éléments d'explication, je vous promets, Monsieur le Maire, de ne pas tenir jusqu'à minuit, j'aurai fini largement avant. Avant d'évoquer les deux délibérations qui suivent, j'aimerais avoir une pensée à laquelle, je suis sûr, vous allez tous vous associer. Bien évidemment, un 13 novembre, les victimes du 13 novembre 2015, et pour nous ramener au Mali, pour le brigadier Ronan Pointeau mort au début de ce mois de novembre au Mali, victime d'un attentat revendiqué par Daesh. Je voudrais aussi avoir une pensée pour la cinquantaine de soldats maliens victimes le même jour des mêmes fascistes islamistes. Cela ne peut que renforcer notre volonté de lutter

contre le terrorisme islamiste et le vœu de tout à l'heure prend une dimension supplémentaire. Il ne suffit pas de combattre les conséquences, il faut aussi, chers collègues, traiter les causes qui font monter cet islamisme là-bas, l'extrême droite ici. Les causes qui poussent de jeunes Maliens à traverser la Méditerranée au risque de leur vie.

Cela ne fait que renforcer notre volonté de concrétiser notre projet commun à Tringa. La première délibération, c'est d'abord une bonne nouvelle. La subvention originaire du SIAAP passe de 40 000 à 55 000 euros. Cette subvention permet de travailler avec son opérateur pS-Eau (signifiant programme de solidarité) et les partenaires techniques du projet sur les questions d'adduction d'eau et d'assainissement avec la construction de sanitaires classiques, mais aussi de toilettes Ecosan (toilettes sèches). De plus, un volet formation majeur sur l'assainissement, la contamination de l'eau et, comme le chacun le sait, les risques sanitaires afférents en particulier dans les pays du sud ainsi que sur l'utilisation des déchets issus des latrines. Ces 55 000 euros seront directement versés à notre opérateur, la fondation SADEV 94, qui gère l'ensemble des financements du projet. Projet qui se monte à plus de 830 000 euros je le rappelle, mais j'y reviendrai dans la deuxième délibération.

Cette première délibération nous permet donc de récupérer 15 000 euros supplémentaires, d'approuver la convention pS-Eau-ville de Choisy-le-Roi-fondation SADEV 94. Elle indique le versement des 55 000 euros à la fondation SADEV 94 et indique, j'éclairerai cela de manière plus précise dans la deuxième délibération, que les 40 000 euros en recettes/dépenses sont annulés de notre budget. Je vous remercie.

M. le Maire : Merci. Concernant cette convention tripartite, y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je passe aux voix.

La délibération n° 5 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : Cela fait suite à tout le travail que nous avons engagé, qui se poursuit de très bonne façon avec ces éléments de convention notamment des aides de l'État, à travers le dispositif pS-Eau La deuxième.

→ 6. Un marché pour Tringa – Mali : approbation de la subvention à la Fondation SADEV 94 94

M. le Maire : Monsieur Ziegelmeyer.

M. Ziegelmeyer : Cette deuxième délibération vient, entre autre, expliquer le point-cadre de la précédente, mais pas que. Je vais essayer d'être à la hauteur de notre adjoint aux finances. Le plan de financement global du projet, 833 204 euros, comporte plusieurs participations : l'AFD, les ressortissants de Tringa, la commune de Tringa, le SIAAP et inévitablement notre commune. Pourquoi inévitablement ? Parce que sans quoi il est impossible d'aller chercher d'autres financements. Nous avons inscrit dans le plan de budget global du projet, voté à l'unanimité, 43 097 euros pour la commune soit 5 % du projet. Sur ces 43 097 euros, 40 000 euros venaient de la subvention du SIAAP.

Il en restait 3 097 euros. C'est toujours le cas, mais comme le versement se fait directement du SIAAP à la fondation SADEV 94, plus besoin d'inscrire ces 40 000 euros à notre budget. Il ne nous reste donc à verser que 3 097 euros, pour ceux qui ont suivi, je le rappelle, sur les 833 204 euros soit moins de 0,5 % du budget global. Alors, vous me direz, pourquoi les 15 000 euros supplémentaires du SIAAP ne couvraient pas ces 3 097 euros ? Tout simplement parce que dans ce cas la commune ne mettrait aucun euro dans le projet et que, juridiquement, ce n'est pas possible dans un projet de coopération décentralisée. D'où cette délibération pour verser les 3 097 euros de la commune de Choisy-le-Roi.

M. le Maire : Merci pour cette explication, mais qui avait déjà été évoquée d'une autre manière sur le coût global du projet et sur le fait qu'avec l'Agence française de développement, la fondation SADEV 94 et l'ensemble des partenaires de ce projet va voir le jour avec une participation financière très limitée de la commune, mais qui a demandé de l'investissement humain en termes de réflexion, de conception et de réalisation de l'ensemble de la démarche. Des réactions, prises de parole ?

La délibération n° 6 est adoptée à l'unanimité.

ENFANCE

→ 7. Fixation des tarifs de location des centres de vacances du 1er janvier au 31 décembre 2020

M. le Maire : Françoise Juhel.

M^{me} Juhel : La commission n'a pas émis de réserves sur les tarifs. Je voulais préciser le pourquoi des tarifs de location des centres de vacances et rappeler aux membres du Conseil que nous avons fait une étude il y a deux ans de cela en nous disant que c'était peut-être luxueux d'avoir des centres de vacances que nous entretenions nous-mêmes pour notre population. Nous avons voulu regarder s'il n'y avait pas des moyens soit d'offrir des vacances à moindre coût, soit de faire une délégation de services publics pour que ces centres soient gérés par des prestataires qui auraient aussi accueilli d'autres publics, soit trouver nous-mêmes des moyens de rentabiliser ces centres afin de pouvoir en pérenniser l'entretien et les mises aux normes. Au final, l'étude a montré que c'était sans doute cette dernière solution qui était la meilleure et je dois dire que les services ont vraiment fait un travail sur les deux dernières années d'efforts de location des centres à des périodes où ils ne sont pas utilisés par les enfants Choisyens. Une utilisation d'abord par la population Choisyenne, des adultes, des associations qui utilisent ces centres, voire des populations locales qui peuvent en avoir un usage. Cela rapporte à peu près 85 000 euros chaque année. Cela peut éventuellement augmenter dans les années à venir, mais c'est déjà un effort qui nous aide pour l'entretien de ces centres et leur maintien.

M. le Maire : Merci pour ces explications. Nous passons aux voix.

La délibération n° 7 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : Cela me permet aussi de signifier l'importance du travail des directions dans les deux centres. Un travail assez remarquable et qui est souvent mis à l'honneur par l'ensemble des enseignants quand ils vont en classes transplantées.

DÉVELOPPEMENT LOCAL CITOYENNETÉ

→ 8. Avis sur le bilan annuel 2018 du contrat de ville Seine amont de l'Établissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre

M. le Maire : Il s'agit d'une démarche ordinaire. Il est fait état dans ce document de l'ensemble des aides attribuées dans le cadre de la politique de la ville. Patrice Diguët.

M. Diguët : Seules deux questions ont été posées par M. Boivin. Elles ont fait l'objet d'une réponse directe à ce dernier. Il s'agissait de précisions, rien de fondamental.

M. le Maire : Bien, vous avez lu les uns et les autres le rapport et la notice explicative. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? M. Panetta.

M. Panetta : Monsieur le Maire, chers collègues, bonsoir. C'est une explication de vote, nous allons nous abstenir puisqu'il faut émettre un avis favorable. Nous, nous pensons que le compte n'y est pas lorsque nous voyons le sort réservé à Choisy-le-Roi (peu de financement vers Choisy-le-Roi). Peut-être que les associations doivent présenter plus de budgets, mais seuls deux projets ont été aidés par le territoire. D'une manière générale, nous lisons une petite phrase où nous relevons le désendettement de l'État et du Conseil régional. Je m'inscris en faux en ce qui concerne le Conseil régional et si nous ne prenons que la part du Conseil régional pour Choisy-le-Roi, dans la commission permanente du 18 septembre, près de 100 000 euros ont été dévolus à la ville de Choisy-le-Roi. Il y a peut-être des demandes, le Conseil régional a ses priorités, sa politique, notamment une aide pour les villes qui s'équipent de vidéo protection. Il ne tient qu'à la ville de solliciter le Conseil régional pour avoir, par exemple, 400 000 euros de subventions. C'est pour toutes ces raisons que nous allons nous abstenir plutôt qu'émettre un avis favorable. Merci.

M. le Maire : Bien, nous prendrons acte de cette explication de vote. Bien évidemment, les collectivités locales et territoriales ont leurs propres orientations. C'est le cas de la nôtre, c'est le cas du Conseil départemental comme du Conseil régional et, en effet, dans le domaine de l'aide à la vie associative, force est de constater que l'arrivée de la présidente à la région a fait en sorte qu'il y ait des coupes sombres dans l'aide à la vie associative. Je pense que c'était le sens de la remarque mentionnée dans le rapport. Monsieur Diguët.

M. Diguët : C'est un peu l'esprit que vient d'expliquer Monsieur le Maire. Nous ne remettons pas du tout en cause l'action du Conseil régional là-dessus, nous disons seulement qu'il y a à avoir une vigilance parce que nous avons une crainte pour l'avenir. Nous devons être clairs. Aujourd'hui, les orientations préconisées ne vont pas dans le sens d'aider le mouvement associatif, notamment dans les quartiers prioritaires. Nous ne remettons pas en cause ce qui a été fait, nous attirons l'attention sur ce qui ne se fera peut-être plus dans les années qui viennent.

M. le Maire : Merci. Nous passons au vote.

La délibération n° 8 est adoptée à la majorité (30 pour, 8 abstentions).

→ 9. Approbation du protocole d'engagements renforcés et réciproques du contrat de ville avec l'Établissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre

M. le Maire : Toujours Patrice Diguët.

M. Diguët : Il n'y a pas grand-chose de changé par rapport à ce qui existait. Nous insistons bien sur le côté renforcé et réciproque, il faut absolument que les partenaires travaillent mieux ensemble et c'est le sens de la démarche. C'est encore une fois une chose sur laquelle nous insistons, il faut un travail commun. C'est le sens de ce protocole.

M. le Maire : Monsieur Panetta.

M. Panetta : Une explication de vote parce que je ne voudrais que nous soyons en contradiction avec ce que nous avons voté précédemment. Là, il s'agit un peu d'enfoncer des portes ouvertes. Nous sommes tous d'accord avec ce qui vient d'être dit, donc nous allons voter pour puisqu'il faut renforcer, moi, je suis pour tous les renforcements possibles, allons-y !

M. le Maire : Renforçons donc le lien social et la solidarité à travers cette démarche d'engagements renforcés et réciproques.

La délibération n° 9 est adoptée à l'unanimité.

→ 10. Répartition de la subvention aux associations locales pour la location d'un transport collectif – 5^e versement

M. le Maire : C'est ce à quoi je faisais référence en mentionnant l'ordre du jour. C'est un cinquième versement.

(Arrivée de M^{me} Brahimi à 20 h 2.)

Nadia Brahimi a réussi à traverser le pont, c'est en soi un évènement. Y a-t-il des remarques ? Madame Arnaud.

M^{me} Arnaud : Vous avez trouvé sur table la notice revue, le jour de la Commission nous avons les deux associations et les deux propositions ont reçu l'aval de la Commission à l'unanimité. Merci.

M. le Maire : Je vous remercie. Y a-t-il des marques ? Je n'en vois pas.

La délibération n° 10 est adoptée à l'unanimité.

HABITAT

→ 11. Approbation du transfert des garanties d'emprunts à LOGISTART, société absorbante, dans le cadre de la fusion du bailleur LOGIREP avec LOGISTART

M. le Maire : C'est malheureusement des choses qui arrivent assez souvent lorsqu'une société est absorbée par une autre dans le cadre d'une fusion de bailleurs. Nous avons à transférer les garanties d'emprunt. Y a-t-il besoin d'une explication spécifique ? Je pense que tout le monde a compris la démarche. Je passe au vote.

La délibération n° 11 est adoptée à l'unanimité.

URBANISME

→ 12. Acquisition du 13 voie des roses au prix de 236 000 €

M. le Maire : Il n'y a pas eu de Commission urbaine. Monsieur Diguët.

M. Diguët : Je crois que la notice était très claire. C'est un bien, situé 13 voie des roses, qui appartient à M^{me} Marie-Céline Labeau à proximité immédiate du cimetière. Nous sommes déjà propriétaires d'un certain nombre de parcelles et l'idée, avec cette acquisition, est d'avoir une superficie supplémentaire de 345 m². Cela nous permet de disposer de 3 048 m² d'emprises foncières d'un seul tenant sur cette partie de la ville qui nous permettraient peut-être la création d'un établissement public.

M. le Maire : Merci, Monsieur Diguët. Monsieur Panetta.

M. Panetta : Nous allons voter pour, car nous pensons que c'est pour une extension future du cimetière. C'est bien pour cela que nous faisons ces réserves foncières ? Je voudrais être rassuré là-dessus.

M. le Maire : C'est pour une opération communale qui, dans l'avenir, pourrait avoir lieu si nécessaire sur cet impact foncier. Cimetière ou autres, ce n'est pas une opération immobilière, l'idée est d'avoir les réserves foncières que la ville peut acquérir afin de pouvoir gérer ce foncier et qu'il ne parte pas n'importe où, n'importe comment. En effet, vous avez vu qu'il y a le cimetière, la déchetterie. C'est important d'avoir des espaces fonciers sur la commune que nous avons en fonds propres.

M. Panetta : Je laisse la liberté de vote au groupe, de toute façon ce n'est pas très méchant, mais ne sachant pas le but réel c'est quand même...

M. le Maire : C'est une opportunité qui nous a semblé intéressante.

M. Panetta : Une opportunité, vous avez raison, mais il serait bien que ce soit accompagné d'un projet. C'est-à-dire que pour l'instant, dans ce secteur, les réserves foncières ont toujours été pour une extension du cimetière.

M. le Maire : Vous avez vu que dans le secteur nous avons déjà acquis un hangar, cette petite maison, etc. Je pense que c'est intéressant quand nous pouvons le faire de le faire, plutôt que cela parte sur des opérations immobilières privées sur lesquelles nous n'avons pas de maîtrise, si ce n'est les éléments coercitifs par rapport à notre PLU. Là, si nous avons la maîtrise foncière, c'est d'autant plus intéressant.

M. Panetta : Si c'est pour un petit bâtiment de trois étages, ce serait bien. Si c'est pour voir un immeuble plus tard nous serions embarrassés.

M. le Maire : Non, nous n'avons pas vocation à faire cela.

M. Panetta : Enfin, dans le doute, à titre personnel, je m'abstiens. Après, chaque conseiller fait ce qu'il veut. De temps en temps, nous pouvons sortir le parapluie d'autant plus qu'en ce moment il pleut beaucoup.

M. le Maire : Voire même des orages de grêle. Bien, nous passons donc au vote tout en étant attentifs. Je vais demander à l'administration de regarder ce qui va se passer.

La délibération n° 12 est adoptée à la majorité (32 pour, 6 abstentions).

→ 13. Acquisition du 128 quai de Choisy au prix de 645 000 €

M. le Maire : Patrice Diguët.

M. Diguët : Il s'agit d'une parcelle qui sur le PLU, je vous le rappelle, était un emplacement réservé au titre de l'extension du centre de loisirs. Vous connaissez notre projet sur cette parcelle, il s'agit de profiter de l'achat de cette parcelle pour l'extension du centre de loisirs de la Prairie, tout simplement.

M. le Maire : Merci. Contrairement à tout à l'heure, nous sommes dans des projections pour l'avenir avec une démarche un peu plus fléchée. Y a-t-il des remarques ? Monsieur Panetta.

M. Panetta : Monsieur le Maire, je me permets une remarque. C'est particulier parce que nous connaissons le propriétaire, c'est une personne que nous apprécions. Nous sommes heureux de ce dénouement, il en est satisfait. Étant conscient que le bien vaut bien plus,

mais il nous a dit être satisfait du déroulement et de la personne qui a mené les tractations donc, autant le dire, c'est très bien. Nous allons donc voter pour dans l'intérêt de la commune et dans l'intérêt du propriétaire à qui nous souhaitons la meilleure santé possible. Étant un copain et n'étant pas très bien, je pense que le groupe s'associe à moi pour ce vœu envers sa santé.

Sur le projet qui est plus fléché, très bien, c'est très clair. Simplement, nous aurions aimé que ce grand terrain, avec beaucoup d'arbres, reste en l'état. Nous comprenons l'objectif d'agrandir un centre de loisirs, mais selon nous c'est tout de même lié au fait de la destruction de la Calypso puisque les enfants seront plus nombreux à devoir être accueillis. Ils auraient pu être accueillis à la Calypso et je pense que là nous aurions l'opportunité d'avoir un petit parc à proximité de la Seine avec des activités diverses et écologiques et qu'il soit réservé. Si c'est dans l'extension du centre de loisirs, éliminer le bétonnage au maximum. Je voudrais rappeler que nous continuons à construire sur des zones inondables même si toutes les précautions seront prises avec les normes que vous connaissez, l'intitulé m'échappe.

M. le Maire : Le PPRI.

M. Panetta : Le PPRI, exactement. Cependant, le PPRI n'est pas une fin en soi et la meilleure façon d'éviter tout désagrément c'est de ne pas construire sur des zones inondables. En région parisienne c'est comme cela. Il y a là une opportunité à saisir de faire quelque chose, de lier au centre de loisirs des enfants. Pourquoi ne pas en faire un petit parc, une petite réserve où les enfants pourront aller ? Je m'exprime peut-être mal, mais essayer de lier les deux de façon à laisser une grande partie naturelle sur ce site qui soit ouvert aux Choisyennes et aux Choisyens en plus des enfants qui seront accueillis au centre de loisirs. Nous aimerions que cela aille dans ce sens. Nous, notre groupe, c'est ce que nous aurions prévu de faire. L'été, avec la maison qui est dessus, si elle restait, cela pourrait faire un excellent restaurant d'été avec terrasse, un peu comme au temps de la belle époque où il était si agréable de se retrouver autour d'un petit verre, du vin blanc, je parle pour les adultes, bien sûr.

M. le Maire : Et avec modération, Monsieur Panetta. Madame Juhel.

M^{me} Juhel : Je voulais dire que dans l'agrandissement du centre de loisirs nous avons étudié un certain nombre de choses. D'abord, l'accueil des enfants. Rappelons que les enfants qui allaient à la Calypso viennent de l'école Cachin donc ce centre va les rapprocher de leur lieu de départ. Rappeler surtout qu'un centre de loisirs ce n'est pas un lieu de bétonnage, c'est aussi un endroit de loisirs pour les enfants. Ainsi, il y aura des espaces verts et, par ailleurs, je pense que le temps n'est plus à construire des centres de loisirs qui ne servent que le mercredi aux enfants ou pendant les vacances. Le temps est à la réflexion sur un usage pour la population, pour l'ensemble des écoles, pour les associations, pour les Choisyens. Les Choisyens, à la Calypso, avaient un lieu qui pouvait être réservé pour des fêtes, ils auront dans ce nouveau centre un lieu pour les fêtes donnant sur la Seine avec des qualités d'accueil probablement supérieures à celles de la Calypso. Votre souhait, Monsieur Panetta, d'un lieu ouvert à la population, c'est vraiment le sens de ce projet.

M. le Maire : Bien, ce que je vais dire n'enlève rien à ce que vient de dire Françoise Juhel, c'est en complément parce que je pense qu'il faut bien comprendre la démarche. Le nouveau centre et l'agrandissement du centre, actuellement, ne prennent pas en compte cette acquisition parce que la démarche est déjà en cours, les travaux ont déjà démarré et nous avons fait le choix avant d'acquérir ce terrain. Ce terrain, là-aussi, est une réserve foncière que la ville souhaitait acquérir en vue des évolutions de la commune dans les années à venir. Dans l'immédiat, il n'y aura rien de construit sur cet espace. Je préfère que

les choses soient claires et que nous ne soyons pas dans la confusion. Ce n'est pas sur ce terrain que nous venons d'acquérir, enfin si nous votons favorablement ce soir, que va être construit le nouveau centre de loisirs.

Je tiens à le préciser, pour anticiper puisque, même s'il n'est pas là ce soir, Jean-Marc Briennon avait posé la question en conférence des Présidents. Dans le compte-rendu des décisions sur les articles L2122-22, il avait fait part d'une incohérence entre la décision qui était prise et le fait qu'il y ait un droit de préemption, et la somme à laquelle nous avons acheté. La démarche est simple, par une DIA que nous avons reçue le 21 juin, les propriétaires avaient fait part de leur intention de vendre leur bien et le montant indiqué à ce moment dans la DIA était un montant fortement élevé qui n'avait rien à voir avec le prix du foncier aujourd'hui sur Choisy-le-Roi, ni le prix des domaines. Nous, au niveau de la ville, nous avons fait part le 25 septembre d'une décision de préemption pour couper court à une éventuelle vente qui aurait pu être liée à du bétonnage. Nous avons fait la démarche de préempter. De fait, cette démarche de préemption était à la hauteur de 550 000 euros, ce qui est mentionné dans la décision L2122-22. Par la suite, avec le propriétaire, des discussions ont eu lieu, comme vous venez de le mentionner Monsieur Panetta, avec la possibilité d'accepter, de refuser, etc., et de renoncer aussi à l'annihilation de son bien. Cela nous a amenés à une discussion à l'amiable et nous avons commencé cette démarche auprès du propriétaire, M. Benoist, qui se trouve être dans une situation de santé dégradée. Un accord a été trouvé à l'amiable, qui n'a rien à voir avec le prix que nous avons mentionné dans la DIA à 550 000, mais qui arrive au prix qui vous est proposé ce soir de 645 000. Je tiens à dire que la détermination de cette valeur vénale a été actée par l'inspecteur des Finances publiques et donc le prix d'acquisition de 645 000 y mentionne : « *convenu avec le propriétaire* », peut donc être accepté. Nous avons aussi l'accord de ce point de vue et c'est pour cela, pour ceux qui ont pu être très attentifs, que nous trouvons les deux prix, mais c'est une démarche complètement normale et justifiée.

Voilà pour l'ensemble des explications. Je passe donc aux voix.

La délibération n° 13 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : Je pense que c'est une bonne affaire, comme vous l'avez dit, pour le propriétaire mais aussi pour la commune, de pouvoir acquérir ce bien sachant que le propriétaire souhaitait depuis un certain temps que la commune puisse acquérir ce bien. Nous passons aux questions financières.

FINANCES

→ 14. Modification des modalités de versement des indemnités de responsabilité allouées aux régisseurs et suppléants communaux

M. le Maire : Monsieur Tisler, peut-être une explication.

M. Tisler : Très rapidement, c'est plus sur la deuxième où j'aurai un petit propos pour accompagner. Il s'agit simplement d'intégrer la prime des régisseurs aux RIFSEEP, nous sommes obligés de le faire. C'est en cohérence avec cette nouvelle manière de procéder.

M. le Maire : Merci, des remarques ? Monsieur Panetta.

M. Panetta : Bien sûr, nous allons voter pour puisque c'est une obligation, mais c'est vraiment pour ponctuer le fait que nous votons pour, car cela n'a aucun impact sur le côté financier. En effet, je sais que les discussions ont été rudes. Nous, nous n'y avons pas

participé, mais nous avons eu quelques échos qui nous font dire que peut-être, nous, nous aurions agi autrement, mais là n'est pas la question. Je ne voudrais pas que dans l'esprit de certains on pense que nous votons le RIFSEEP, c'est vraiment son côté technique. Merci.

M. le Maire : C'est tout à fait cela. Après, sur le fait que les négociations aient été rudes, ou non, cela a été des négociations et, comme chaque négociation, les uns et les autres ont fait part de leur point de vue, de leur position, il y a eu des allers/retours et nous sommes arrivés à la proposition que nous avons faite au moment où nous devons la faire. Bien, nous soumettons aux voix cette modification de modalités de versement.

La délibération n° 14 est adoptée à l'unanimité.

→ 15. Avis sur la demande de remise gracieuse du régisseur de l'espace Langevin

M. le Maire : Monsieur Tisler pour une explication.

M. Tisler : La notice est un petit peu rapide sur un certain nombre de choses qui permettent de mieux comprendre la situation et les implications pour le régisseur et pour la ville. D'abord, les tickets en question sont émis par la trésorerie. Ils sont, après leur émission, remis aux régisseurs et les circonstances de cette perte sont maintenant un peu plus claires. Il y a eu un déménagement, rangement du bureau du Directeur de Langevin qui a certainement amené ces tickets à être classés à la poubelle.

Deuxième chose, il ne s'agit pas d'une perte de 500 euros pour les finances de la ville, il faut bien le comprendre. Entre le moment où les tickets ont été émis et celui où nous nous sommes aperçus de cette perte, aucun spectacle n'a eu lieu à Langevin. De plus, les tickets sont numérotés donc nous savons que ces tickets n'ont pas pu être utilisés de quelque manière frauduleuse que ce soit. C'était la question que j'avais posée au service et il était tout à fait normal qu'en tant qu'adjoint aux finances je demande un certain nombre de précisions. De fait, il n'y a pas de préjudice à la ville. D'autre part, la régie a été vérifiée puisque c'est lors d'une visite-surprise de notre Trésorier-Payeur au régisseur que nous nous sommes aperçus de cette perte. Par ailleurs, cette régie ne présente pas d'irrégularités et n'a jamais présenté d'irrégularités. Mon premier mouvement avait été de dire : il est responsable, il paye. Pour autant, au vu de ces éléments et au vu de ce que vous venez de voter dans la délibération précédente, je pense que le tableau d'indemnité annuelle des régisseurs ne vous a pas échappé. Ce qui veut dire que selon la tranche de cette régie, si nous lui demandions de restituer cet argent, ce serait une manière de lui demander de restituer à peu près quatre années d'indemnités annuelles. Eu égard au fait que cette régie ne pose pas et n'a jamais posé problème, eu égard au fait que ces tickets n'ont pas été consommés et qu'il ne s'agit pas d'un préjudice de 500 euros pour les finances de la ville, je préconise, vraiment, de voter favorablement à ce qui est demandé. De plus, demander que les tickets soient rangés dans un endroit sûr, identifié et que cet endroit ne soit pas la poubelle du Directeur de Langevin.

M. le Maire : Sachant qu'il y a une procédure qui est normalement mise en place. Ce qui est important dans l'explication c'est bien de dire que ces tickets ont une valeur inactive. Si toutefois ils n'avaient pas été jetés à la poubelle et qu'ils ressortaient de la poche de quelqu'un, ils ne pourraient pas être utilisés parce qu'ils sont numérotés et identifiés.

M. Tisler : Leurs numéros et leurs couleurs ont été absolument repérés.

M. le Maire : Monsieur Panetta.

M. Panetta : Monsieur le Maire, M. Tisler m'a devancé dans les questions que je me posais. Nous allons voter pour.

M. le Maire : C'est parce que le Maire et son adjoint étaient très attentifs et cela faisait suite aussi à la conférence des Présidents.

M. Panetta : Tout à fait. D'abord, il n'est pas question de mettre en doute le bien-fondé de ce que disent les services. Ceci étant, cela nous interpelle, il s'agit tout de même d'un dysfonctionnement. Involontaire certes, mais c'est un dysfonctionnement. Quand il y a dysfonctionnement, nous prenons des mesures, mais d'après ce que dit M. Tisler, certaines règles vont peut-être être revues, vous avez peut-être pris des mesures dans ce sens pour que cela ne se reproduise pas. Cela me semble le minimum à faire après une affaire comme celle-ci. Merci.

M. le Maire : Pour confirmer ce point de vue, Monsieur Tisler.

M. Tisler : Bien évidemment, encore une fois, nous aurions eu une série de phénomènes redondants sur cette régie, ce régisseur ne serait pas resté en place et nous nous serions donné les moyens d'aller beaucoup plus loin. Là, nous sommes confrontés à un cas unique, je ne me rappelle pas avoir voté cela depuis 25 ans de vie municipale ou alors j'étais un peu moins attentionné, mais en tout cas c'est excessivement rare. Encore une fois, cette régie a été vérifiée. Ce que je disais en forme de boutade, mais qui a été communiqué à l'agent et qui le sera de nouveau suite à la discussion de ce soir, c'est qu'effectivement pour ce type de document un rangement, un classement au moins dans un tiroir à clé s'impose. Vous avez tout à fait raison, c'est l'occasion de le rappeler. Cela dit, vis-à-vis des régies telles qu'elles existent actuellement, vis-à-vis des régisseurs actuellement en poste et vis-à-vis de la modicité de la somme qu'ils reçoivent annuellement pour cela, nous n'avons pas matière à avoir spécialement de critiques fortes des manières de faire.

M. le Maire : Bien, je sou mets aux voix.

La délibération n° 15 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : Nous arrivons déjà au point d'administration générale avant les trois vœux, je suis moi-même surpris.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

→ 16. Rapport d'activité 2018 de l'Établissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre

M. le Maire : Les uns et les autres, vous avez lu ce rapport d'activité, il nous donne un certain nombre d'éléments. Très brièvement, vous savez que Grand-Orly Seine Bièvre a choisi comme mode de fonctionnement la coopérative de ville. Cette démarche a pour objet la réalisation des projets de chaque commune au regard des transferts de compétences que la loi a imposés. Suite à l'appui et à la mise en place d'une charte de gouvernance, le choix a été fait que les modes de décision qui puissent être mis en œuvre soient basés sur le principe du consensus et d'une conférence des Maires. Ainsi, aucune commune ne peut se voir imposer un projet par l'EPT sur son territoire, mais l'EPT soutient, à l'inverse, les projets des villes. Cela crée aussi évidemment débat entre nous.

Ceci étant, parmi les projets menés à terme en 2018, nous pouvons citer à la fois la labellisation du territoire en territoire d'industrie et aussi la signature du contrat d'intérêt national sur Villeneuve/Triage. Tout un travail également sur le fait d'affirmer ce territoire Grand-Orly Seine Bièvre dans la métropole du Grand Paris comme territoire de projets pour, à la fois, porter des exigences, combattre le dérèglement climatique, garantir la qualité de vie

pour tous, anticiper sur les évolutions de vie, les évolutions de la ville et s'affirmer comme un territoire métropolitain incontournable. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est mentionné dans le rapport d'activité. Autres orientations portées par le territoire : la démarche de préserver l'environnement et de valoriser le cadre de vie ; mais également de développer une offre culturelle et sportive accessible à tous. Ceci étant, dans ce cadre-là, je précise que Choisy-le-Roi n'a pas transféré la gestion de ses équipements culturels ni sportifs à l'EPT, mais que d'autres villes ont fait ce choix. Enfin, je souligne l'investissement du vice-président sur ces questions-là avec Richard Dell'Agnola, à savoir Patrice Diguët qui est à mes côtés. C'est tout le travail pour soutenir l'activité économique et le développement d'emplois sur le territoire. De ce fait, l'action pour l'emploi, l'insertion et la formation s'appuie sur les six missions locales et les trois plans locaux pour l'insertion et l'emploi, les fameux PLIE du territoire. Là, Choisy-le-Roi est partie prenante de ces deux volets.

Voilà ce que je voulais simplement signifier sur le rapport d'activité du Grand-Orly Seine Bièvre et je vous demande de prendre acte du fait que nous avons présenté le rapport d'activité du Grand-Orly Seine Bièvre. Monsieur Panetta, une remarque.

M. Panetta : Oui, en l'occurrence trois remarques. Je profite du fait que nous n'avons pas trop parlé ce soir, qu'il est tôt et je vois que cela manque à beaucoup d'entre nous. Le premier point sur ce que vous venez de dire, effectivement, le territoire ne peut pas nous imposer un projet contraire à notre commune. C'est plus un gentleman's agreement que la loi elle-même parce que, dans l'absolu, elle le pourrait. D'où mon inquiétude lorsque la métropole va prendre la main puisque vous n'ignorez pas que la métropole va s'emparer de tout et pourra tout nous imposer. Cela m'inquiète un peu pour l'avenir, c'est ma première remarque.

La deuxième remarque, en ce qui concerne les compétences, c'est qu'une ville se heurte à un problème, notamment sur la voirie, et cela peut très bien nous arriver. Là, ce n'est pas très clair puisque dans tout notre territoire vous avez des carrières de gypse. Je n'ai pas d'affinités particulières avec cette ville, mais je me sers de cet exemple parce que cela peut tous nous toucher. Très justement, la voirie étant de la compétence du territoire, elle se tourne vers le territoire puisque ce sont près de 5 millions d'euros de travaux pour combler les trous. Le territoire lui répond que ce n'est pas à eux de le faire, mais que c'est à la ville. Cela, c'est aussi quelque chose qui m'interpelle. À moins qu'il y ait déjà une réponse, cette question va venir au territoire, donc je pense que nous aurons à en débattre. Nous devons éclaircir ce point ou approfondir sur qui paye réellement et qui fait quoi réellement parce que là, tout de même, ce serait embêtant. Je vais me contenter de ces deux remarques, car cela me permettra de partir très tôt comme tout le monde le souhaite. Merci.

M. le Maire : Bien, je ne vais pas répondre à la place du territoire ni de la ville concernée à des choix et au débat que le Maire doit avoir avec les instances du territoire pour régler ces problèmes.

Je peux répondre à la question : qui paye ? Aujourd'hui, vous savez très bien que les EPT ne sont pas reconnus comme des établissements publics à fiscalité propre et donc ne peuvent pas lever directement l'impôt d'où le fait que la situation financière est liée en grande partie à ce que nous appelons le FCCT (Fonds de Compensation des Charges Transférées) qui est payé par les communes. C'est indirectement l'argent des communes qui fait que le territoire a un fonctionnement. Après, sur la question de savoir si la métropole aura les pleins pouvoirs à l'avenir, nous sommes toujours dans l'incertitude des suites de la réforme institutionnelle et territoriale, et je le dis en tant que Maire, nous en parlons assez régulièrement entre nous ainsi qu'avec les sénateurs de tous bords, de LR, de l'UDI ou du PCF. Des discussions ont de nouveau été réactivées ces dernières semaines, qui peuvent avoir peut-être des incidences à l'horizon 2021. Des décisions qui pourraient être prises, et

là se posera la question aussi des communes, des intercommunalités, des départements, des territoires et des métropoles. Je ne parle pas que de la région parisienne, je parle de l'ensemble du territoire national parce que les indiscretions font dire que le Président de la République reviendrait sur les grandes régions et redonnerait plus de poids aux départements. Nous reviendrions donc sur un redécoupage de la nouvelle tranche du millefeuille.

Je ne suis pas dans les secrets ministériels, ni à Matignon ni à l'Élysée, nous attendons toujours la fumée blanche, mais pour le moment elle n'est toujours pas sortie. Le fonctionnement actuel est celui-là et c'est pourquoi je vous ai présenté le rapport d'activité du territoire. Nous en prenons acte jusqu'à la prochaine fois. Monsieur Diguët, voulez-vous dire quelque chose ?

M. Diguët : Je voudrais bien préciser à Monsieur Panetta que gentleman's agreement, ce n'est pas tout à fait cela. C'est tout de même la volonté de la majorité territoriale de respecter la démocratie. C'est-à-dire que nous partons du principe que les territoires ayant été créés en 2017, les villes qui ont élu des Maires et des équipes municipales, les ont élus sur la base d'un programme et il nous paraît, nous, élus de la majorité territoriale, nécessaire de respecter ce choix démocratique dans les villes. Nous n'allons pas aller à l'encontre d'une élection, tout simplement. Ce n'est pas un gentleman's agreement, c'est le respect de la démocratie.

M. le Maire : Ce qui n'est pas vrai d'ailleurs dans tous les territoires. Tous les territoires ne fonctionnent pas de cette manière-là, mais c'est la conception, je pense que cela a été acté par l'ensemble des Maires au début de la démarche du Grand-Orly Seine Bièvre. Cela, quelles que soient nos familles politiques et qui a donné lieu à cette fameuse charte. M. Diguët me souffle à l'oreille : « *à l'initiative de notre majorité* ». C'est tout à fait vrai. Bien, nous prenons acte. Je vous remercie.

(Pas de vote.)

→ 17. **Compte-rendu des décisions L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales**

M. le Maire : Y a-t-il des remarques sur ce compte-rendu ? Pas de remarques. Merci. Nous prenons acte.

(Pas de vote.)

M. le Maire : Permettez-moi d'avoir, ensemble, une pensée pour notre collègue Catherine Deprès puisqu'elle a vécu personnellement des moments difficiles. En l'espace de six mois, elle vient de perdre ses deux parents et c'est toujours un moment difficile. Alors, permets-moi d'avoir une pensée pour toi et je pense que l'ensemble du Conseil municipal est à tes côtés et te soutient dans l'épreuve que tu vis actuellement. Voilà, je voulais avoir cette pensée.

Nous passons donc aux vœux.

→ 18. **Vœu présenté par les élu.e.s des groupes Communiste, Républicain et Citoyen ; Socialistes et Républicains ; Écologistes et Citoyens ; Pour une Écologie Solidaire pour un Référendum D'initiative Partagée (RIP) sur la privatisation d'Aéroports de Paris (ADP) et pour assurer le droit à l'information des citoyens**

M. le Maire : Pour nous présenter ce vœu, je donne la parole à Nadia Brahimi.

M^{me} Brahimi : Merci, Monsieur le Maire. Le 28 novembre 2018, notre Conseil municipal avait adopté à l'unanimité un vœu contre la privatisation d'Aéroports de Paris. Tout comme les 248 parlementaires qui avaient déposé le projet de loi référendaire. Nous considérons tous ici qu'il s'agissait d'un service public et qu'il nous appartenait de le défendre et de le préserver. Ceci, pour plusieurs raisons. Parce que c'est un service public qui a été développé, financé par les finances publiques. Parce que nous sommes une commune limitrophe de l'aéroport d'Orly et qu'à cet égard nous ne pouvons pas nous désintéresser du devenir de cet aéroport, qu'aujourd'hui nous sommes quand même protégés par un arrêté qui date de 1994, car la particularité de cet aéroport c'est qu'il se situe en zone urbaine très dense et que nous sommes donc protégés par le plafonnement des crêneaux (250 000 crêneaux), le plafonnement des mouvements, et nous bénéficions d'un couvre-feu.

Si l'aéroport d'Orly devait être privatisé et si le seul objectif était la recherche de la rentabilité, tous ces verrous pourraient sauter, et nous l'avons constaté depuis que les travaux ont commencé sur l'aéroport d'Orly, notre cadre de vie pourrait être grandement dégradé et le quotidien devenir un enfer pour un certain nombre de Choisyens qui se trouvent sous les trajectoires. Ce qui est exceptionnel aujourd'hui pourrait devenir une réalité et devenir le quotidien de nombre de nos concitoyens.

Pour cette raison, parce que nous voulons réaffirmer le caractère de service public de l'aéroport d'Orly, parce que nous voulons continuer à maintenir les protections à l'égard des riverains limitrophes de l'aéroport d'Orly, nous avons voté à l'unanimité ce vœu. Par la suite, les 248 parlementaires ont déposé un projet de loi référendaire, le Conseil constitutionnel a validé le processus du référendum d'initiative partagé comme le prévoit la constitution. Par la suite, ce référendum d'initiative partagée a été ouvert et force est de constater que les choses n'ont pas été très simples. À la fois pour les citoyens pour pouvoir enregistrer leurs soutiens, pour obtenir même l'information sur le processus de référendum et ce qui nous amène, à l'instar de beaucoup de partis politiques, toutes couleurs confondues, à insister sur le besoin et la nécessité de mieux informer les citoyens sur cette procédure validée par le Conseil constitutionnel. C'est l'objet de ce vœu pour partie. Il s'agit d'interpeller par ce vœu le président du CSA de façon à ce que toute la médiatisation indispensable et nécessaire soit faite autour de ce référendum.

Le deuxième aspect de ce vœu, c'est que lorsque le Président de la République avait évoqué la possibilité d'inscrire dans la constitution les référendums d'initiative populaire, il s'était donné comme seuil un million de soutiens pour pouvoir mettre en œuvre ces référendums. Aujourd'hui, les comptages, les derniers chiffres donnent 864 000 soutiens et cela a augmenté depuis la rédaction.

M. le Maire : 920 000.

M^{me} Brahimi : Ainsi, 28 995 Val-de-Marnais et à Choisy-le-Roi plus de 1 200 soutiens à ce référendum d'initiative partagée faisant de nous la quatrième ville de plus de 20 000 habitants à apporter le maximum de soutiens à ce référendum. Dans la procédure, pour que la privatisation ne soit pas réalisée, il faut qu'il y ait 10 % de la totalité du corps électoral qui ait manifesté son soutien. Aujourd'hui, nous en sommes loin avec à peu près un million puisque d'ici le mois mars il nous en faudrait quatre millions. Cependant, comme le Président de la République avait pris ce critère de un million comme critère pour un référendum d'initiative populaire, nous demandons par le biais de ce vœu que le Président de la République tienne compte du fait que nous sommes arrivés à ce seuil symbolique de un million pour organiser un grand débat sur la privatisation de l'aéroport d'Orly puisque nous savons qu'il a été en capacité d'organiser de grands débats sur d'autres thématiques.

Ainsi :

- plus de médiatisation, plus d'information à destination des citoyens ;
- tenir compte de ce seuil symbolique de un million pour pouvoir remettre cette question en débat.

C'est le vœu que nous vous présentons ce soir.

M. le Maire : Merci pour ces explications claires et précises. Y a-t-il des souhaits de prise de parole ? Je n'en vois pas donc je vais soumettre au vote. La démarche est de demander que le référendum soit valorisé. Après, quand il y aura référendum un certain nombre d'entre nous votera contre la privatisation. Pour autant, s'il y a référendum cela peut permettre à d'autres de voter pour et cela crée le débat en France. Je sou mets au vote.

La délibération n° 18 est adoptée à l'unanimité.

→ 19. Vœu présenté par les élu.e.s des groupes Communiste, Républicain et Citoyen ; Socialistes et Républicains ; Écologistes et Citoyens ; Pour une Écologie Solidaire pour exprimer la solidarité avec les peuples de Turquie et du Kurdistan syrien

M. le Maire : Pour présenter ce vœu, Laurent Ziegelmeier.

M. Ziegelmeier : Merci, Monsieur le Maire. Ce vœu vient dans la droite ligne de ce que nous faisons au cours de ce mandat depuis le début sur le soutien aux Kurdes et qui, en général, a reçu un soutien assez unanime de ce Conseil. Cette invasion par l'armée turque du nord de la Syrie, nommé également Rojava, a été permise par le feu vert du Président américain et malheureusement par l'absence de réactions conjointes de la Russie - ce n'est pas une surprise - et de l'Union européenne, c'est regrettable. Cette invasion est insupportable, elle s'accompagne, au regard des sources que nous avons dans le réseau kurde, de crimes de guerre et notamment l'utilisation d'armes chimiques comme le phosphore blanc. Je vous invite à regarder sur Internet ce que le phosphore blanc peut faire sur un organisme. Cette invasion présente un vrai risque de nettoyage ethnique. Déjà en 2018 les troupes turques avaient envahi une autre partie du nord de la Syrie et Erdoğan ne s'en cache pas, il veut y implanter d'autres populations avec la complicité, et c'est ce qui apporte un élément supplémentaire à ce vœu en lien avec ce que je disais au début de ce Conseil, la complicité de supplétifs djihadistes. Cela présente un risque de renouveau, de renforcement de ces islamistes que les Kurdes, hommes et femmes, ont combattu pied à pied aussi pour notre sécurité. Cette invasion présente inévitablement un risque pour notre sécurité pour au moins trois raisons qui prennent une dimension supplémentaire un 13 novembre :

- créations de nouvelles implantations islamistes ;
- évactions suite à l'invasion des terroristes des prisons, rappelons que ce sont les forces kurdes qui gardaient en prison un certain nombre de terroristes de Daesh ;
- et, pour couronner le tout, on renvoie en France et en Europe des centaines de ces terroristes.

Le Président Emmanuel Macron a raison, l'OTAN est en état de mort cérébrale. Il faut le rappeler chers collègues, la Turquie est un membre éminent de l'OTAN et certainement l'une des plus grosses armées de l'OTAN et l'OTAN ne dit rien à un pays qui en envahit un autre, ne dit rien à un pays qui utilise des armes chimiques. Alors oui, l'OTAN est une organisation en état de mort cérébrale. Pour ce qui concerne la force politique à laquelle j'appartiens, en sortir serait une mesure plus que souhaitable. En parallèle, Erdoğan continu sa chasse aux démocrates en Turquie, et notamment aux élus du HDP dans les lieux où le Sultan n'a pas

supporté sa défaite aux dernières élections municipales, notamment dans les villes d'Istanbul et d'Ankara. Pour rappel, il a quand même fait voter deux fois à Istanbul. Une première fois, il s'est dit non, j'ai perdu c'est un malentendu je vais faire revoter les gens. Eh bien, il a perdu une deuxième fois et il le fait payer aux Kurdes et à l'ensemble des démocrates qu'il qualifie quand même, ce qui rappelle de tristes souvenirs, d'ennemis de l'intérieur. Je n'en dirai pas plus.

Ce vœu est donc un élément supplémentaire de notre solidarité avec les Kurdes de Turquie, mais aussi ceux du Rojava. J'ai une pensée, ils ne sont pas concernés par ce vœu, mais aussi pour les Kurdes d'Iran qui tous les mois subissent une répression assez forte, mais aussi pour tous ceux qui se battent pour la démocratie et la paix dans cette région. Un célèbre écrivain et journaliste a été libéré il y a quelques semaines en Turquie, pour votre information, il a été ré-enfermé hier soir. Je vous remercie.

M. le Maire : Merci, y a-t-il d'autres demandes de prise de parole ? J'ai une pensée également pour les Maires, hommes et femmes, qui bien qu'élus par leurs populations, mais du fait qu'ils soient Kurdes ont été enfermés, pour la plupart, depuis un peu plus d'un an et demi maintenant, notamment Gültan Kisanak, que je parraine. Nous soumettons aux voix. Je vous remercie.

La délibération n° 19 est adoptée à l'unanimité.

→ 20. Vœu présenté par les élu.e.s des groupes Communiste, Républicain et Citoyen ; Socialistes et Républicains ; Écologistes et Citoyens ; Pour une Écologie Solidaire pour le maintien du train Perpignan-Rungis

M. le Maire : Nous passons au dernier vœu. Il s'agit d'un nouveau vœu pour le maintien du train Perpignan-Rungis suite à une information récemment apprise et qui nous heurte fortement. Le vœu est présenté par Patrick Hervy.

M. Hervy : Merci, Monsieur le Maire. Après les avions, nous allons parler des trains. Ce vœu est présenté par les quatre groupes de la majorité municipale. Il suit l'annonce du ministère des Transports du 31 octobre dernier relative à la reprise d'un train avec notamment son transfert de gestion à l'opérateur privé Novatrans et comme aboutissement sur la gare de Valenton. Évidemment, cela nous alerte à plusieurs niveaux puisque la première des conséquences pour Choisy-le-Roi c'est très probablement un transfert des conteneurs de Valenton sur Rungis. Entre Valenton et Rungis, qu'avons-nous ? Nous avons la A86 quand elle est ouverte et quand elle est fermée nous avons le pont de Choisy-le-Roi, ce qui veut dire des conséquences probables très lourdes pour nos concitoyens, pour les Choisyens, sur la ville dès lors que nous nous plaignons déjà de ce type de conséquences quand l'autoroute est en travaux, notamment la nuit.

Deuxième conséquence, évidemment des conséquences économiques et écologiques. Je rappelle que nous sommes aussi dans un schéma où jusque-là le train Perpignan-Rungis était un train qui aboutissait à Rungis, donc avec un très lourd investissement des collectivités territoriales en 2010, notamment de la Région Île-de-France et du Département, à hauteur de 18 millions d'euros, qui aujourd'hui se trouve inactifs. Un certain nombre d'éléments d'informations complémentaires se trouvent dans le vœu, dont une référence à la mobilisation née depuis le mois de mars de la part de l'ensemble des élus de gauche, en particulier, mais d'autres aussi qui se sont manifestés aux côtés de syndicats et aux côtés d'un certain nombre d'usagers qui ont fait part de leur mécontentement.

Je voudrais tout de même souligner deux choses. Cette histoire n'est pas nouvelle puisque c'est un problème qui maintenant remonte à août 2018. Je rappelle qu'à l'origine il y avait deux trains Perpignan-Rungis. Dans un premier temps, un a été supprimé et maintenant

nous sommes sur la phase de suppression du deuxième avec les transferts que je viens d'évoquer. Deuxième chose, qui n'est pas anodine non plus, c'est qu'il aurait suffi de suivre la proposition faite par des parlementaires quand ils ont rencontré Élisabeth Borne il y a quelques semaines. Il suffisait, si nous écoutions les salariés qui exploitent ce train depuis la Gare Saint-Charles de Perpignan, d'investir 15 000 euros par wagon pour les remettre en état afin que le train puisse continuer à circuler tel que nous le connaissions jusqu'à aujourd'hui, c'est-à-dire avec son trafic entre Saint-Charles et la ville de Rungis. 15 000 euros pour remettre en état les wagons permettraient d'étudier une solution alternative avec les investissements nécessaires ultérieurs si nous voulions changer le mode de transport sur le train qui valait un investissement de 1,2 million. 1,2 au regard des conséquences que cela a aujourd'hui en termes d'écologie, de transfert sur les routes des camions et des investissements faits à l'époque par les collectivités, c'est très peu. Ces propositions ont été faites par les salariés et reportées devant la ministre des Transports qui ne les a pas retenues.

J'aboutis maintenant sur les propositions de ce vœu qui s'oppose à la solution proposée par le ministre des Transports pour les raisons évoquées, impliquant l'arrivée de ce train à Valenton avec les conséquences que j'ai notées. Puis, alors que nous parlions précédemment de l'ADP, nous parlons maintenant du train Perpignan, nous parlons des services publics. Je pense que ce n'est pas anodin, dans cette ville et cette municipalité, de souligner l'attachement que nous avons au service public. Il s'agit aussi de demander au gouvernement qu'il mette en œuvre les moyens nécessaires afin de reconstruire une offre ferroviaire publique permettant de rétablir le train de fret Perpignan-Rungis, mais d'aller un petit peu plus loin en travaillant au rétablissement des liaisons du réseau ferroviaire. Non, cela c'est autre chose, mais d'assurer en tout cas la pérennité du fret ferroviaire avec un exploitant public qui, jusque-là, était la SNCF et donc de revenir à cette solution.

M. le Maire : Merci. Y a-t-il d'autres demandes de prise de parole ? Je voudrais ajouter quelque chose. Vous avez vu la capacité de mobilisation que nous avons pu avoir lorsqu'il a été question de nous imposer une prison à Choisy-le-Roi. J'ai envie de vous dire que je n'exclus pas la possibilité de mener avec tous ceux qui le souhaitent une opération de même type. Si dans les jours qui viennent, nous nous apercevons qu'il n'y a pas de modification dans l'état d'esprit du gouvernement, je suis prêt, avec ceux qui le souhaitent, à monter une délégation plurielle au ministère et à faire le nécessaire pour qu'une grande campagne de sensibilisation, d'information, de mobilisation et de refus ait lieu dans la ville contre cette démarche. Aujourd'hui, nous avons eu la démonstration des conséquences possibles de la proposition du gouvernement avec l'accident qui a eu lieu sur l'autoroute. Regardez les conséquences sur notre ville. Les incidences sur notre ville et sur l'ensemble de la région parisienne. À tel point que le ministère de l'Intérieur a mis en place des cars de CRS pour éviter des réactions négatives de la part des automobilistes qui étaient en phase d'énervement, pour contrôler la situation.

Je n'ose pas imaginer ce qui se passerait dans l'hypothèse d'un défilé de 20 à 30 000 camions par an circulant sur l'autoroute, car c'est de cela que nous parlons. Or, imaginons que pour une raison ou une autre l'autoroute soit fermée ou qu'il y ait un grand bouchon. Nous savons très bien aujourd'hui comment fonctionnent les transporteurs, ils mettent les applications et ils prennent les itinéraires de délestage. Les itinéraires de délestage entre Valenton et Rungis nous n'en avons pas 50, il peut y en avoir deux. Si certains sont courageux, par le pont de Villeneuve-Saint-Georges, Villeneuve-le-Roi, etc., mais ils reviendront quand même par Choisy-le-Roi. Ou bien, la traversée du pont. Je pense qu'il faut être fortement attentif à cette histoire-là et s'il le faut créer les conditions d'une réaction à la hauteur des risques que nous aurons sur la ville.

Je n'ai pas encore bien réfléchi, mais je pense que, si le vœu est voté à l'unanimité ce soir, je ferai en sorte peut-être de réunir très rapidement les présidents de groupes pour réfléchir ensemble aux démarches que nous pouvons mettre en place si cette idée devient projet, j'ai envie de le dire comme cela. Au regard des annonces du ministère, j'ai bien peur que nous soyons dans des tuyaux prévisionnels de mises en œuvre.

Il faut que nous montrions notre opposition à cela, ce n'est pas possible ! Pas une lettre, pas un coup de fil ne m'ont été adressés, rien. Je ne suis même pas sûr que le Préfet ait été lui aussi sollicité sur la question. Les Maires dont les villes vont être traversées ont-ils été associés à cela ? Nullement. Je pense donc que cela demande une réaction à la hauteur des incidences que cela aurait pour la population. Nous ne pouvons pas accepter cela ! Je me modère dans mes propos, mais nous avons de quoi être énervés. Monsieur Panetta.

M. Panetta : Effectivement, cela touche notre quotidien au plus profond. Je ne peux que partager ce qui vient d'être dit, mais je pense qu'il faut même aller au-delà de la simple question du train Perpignan-Rungis et en profiter pour traiter le problème des camions dans son ensemble, notamment sur l'approvisionnement de Rungis. Dans ma jeunesse, j'ai travaillé à Rungis, il n'y avait pas un train Perpignan-Rungis, il y en avait beaucoup plus. D'ailleurs, je crois même que plus de 50 % du fret de marchandises se faisaient sur Rungis en ferroulage donc là, c'est un changement d'organisation qui n'est plus tolérable aujourd'hui et qui va à l'encontre de tous les discours qui nous sont tenus. Je partage donc et je ne m'avance pas en disant que mon groupe s'associera à toute démarche éventuelle pour contrer ces décisions plus que néfastes.

M. le Maire : Je vous remercie. Nous n'allons pas débattre mais nous ne pouvons qu'être d'accord avec vos propos. Vous devez vous rappeler qu'on nous avait demandé notre point de vue sur la ZFE, la fameuse zone à faibles émissions. Non, mais sérieusement ! Et là, nous sommes de l'autre côté de l'autoroute et on va nous mettre entre 20 et 30 000 camions par an, encore la banlieue servante. Je m'arrête parce que sinon je vais débattre pendant une heure là-dessus. Je sou mets aux voix.

La délibération n° 20 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : Je vous remercie pour l'unanimité de ce vœu comme pour les deux autres. L'ordre du jour de notre Conseil est fini, je vous souhaite une bonne soirée. Nous nous retrouverons le 18 décembre, le dernier Conseil municipal de l'année, où nous aurons la joie de débattre concernant nos orientations budgétaires. Bonne soirée aux uns et aux autres.

La séance est levée à 21 heures 01.